PREVISIONS 2025 : quelles perspectives d'activité pour les Travaux Publics ?

Si l'année 2024 reste globalement favorable pour les Travaux Publics, le secteur prévoit une croissance modérée, estimée à environ +2,3%, à deux ans des élections municipales. En revanche, les perspectives d'activité pour 2025 sont assombries par les coupes budgétaires envisagées par le gouvernement, qui impacteront l'investissement local et contrediront les objectifs de transition écologique et de soutien aux territoires.

Nota :
La prévision d'activité 2025 des Travaux Publics a été réalisée en septembre 2024. Cependant, les articles du Projet de Loi de Finances (PLF) présenté le 10 octobre 2024 envisagent des coupes budgétaires encore plus significatives, notamment avec une réduction plus importante des crédits pour les collectivités.

Perspectives 2025 par maître d'ouvrage

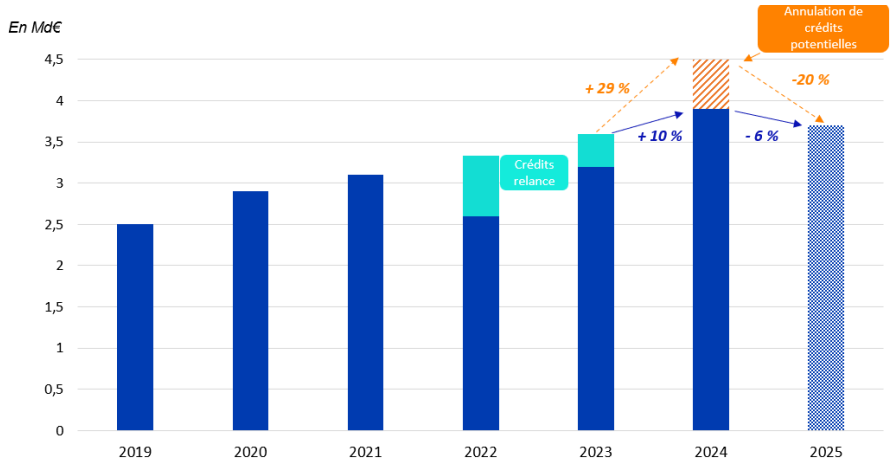
Etat : l'AFIT-F, première victime des rabots budgétaires

La situation économique française en 2024 est marquée par un déficit public bien supérieur aux prévisions, dépassant 6 points de PIB, contre 5,1 points initialement attendus. Dans ce contexte de dérapage budgétaire, et dans le cadre des efforts de réduction des dépenses publiques, le gouvernement a notamment ciblé l'AFIT- F (Agence de Financement des Infrastructures de Transport).

Dans la lettre de cadrage budgétaire adressée aux ministères en septembre, le budget alloué à l'AFIT-F pour 2025 est fixé à 3,7 milliards d'euros, ce qui représente une réduction notable par rapport aux 4,6 milliards initialement prévus en 2024. Cette nouvelle trajectoire repose en grande partie sur l'étalement de la mise en œuvre des contrats de plan État-Région ainsi que sur le report des décaissements liés aux grands projets. Ce réajustement engendrera une fois de plus des retards et une inertie accrue, compromettant les objectifs de modernisation des infrastructures et de réalisation des grands projets.

Par ailleurs, il est acté que le budget 2024 subira des coupes budgétaires importantes, traduisant un recul des ambitions initiales en matière de planification écologique que l'agence devait promouvoir. Ces coupes pourraient amputer d'environ 700 millions d'euros les dépenses réelles de l'AFIT-F en 2024. Comparé au budget réel 2024, les crédits de l'AFIT-F devraient donc baisser de -6% en 2025 (correspondant aux 3,7 milliards d'euros annoncés).

Graphique 1 : Hypothèses d'évolution du budget de l'AFIT-F (en crédits de paiement)



Source : budget AFIT-F jusqu'en 2023, hypothèses FNTP pour 2024, lettres plafonds pour 2025

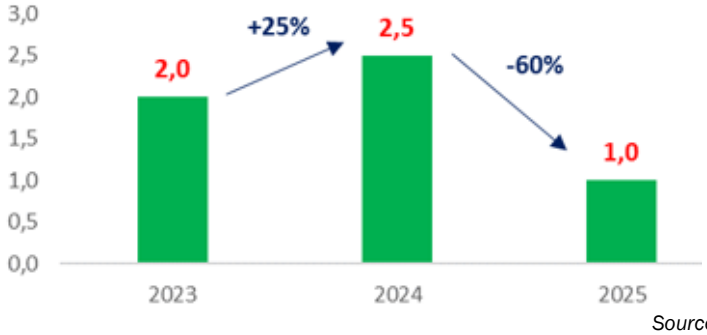
COLLECTIVITES LOCALES : les boucs émissaires du dérapage budgétaire ?

Les collectivités locales sont pointées du doigt par l'État comme les principales responsables du dérapage du déficit 2024, ce qui pourrait peser sur leurs dotations en 2025. Plusieurs mesures inscrites au Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2025 vont mettre sous pression les finances locales et peser sur la dynamique de leurs investissements : ponction de 3 milliards d'euros sur leurs recettes via un fonds de réserve, baisse du taux de récupération de la TVA (FCTVA : - 800 millions d'euros) et réduction de son assiette, gel de la fraction de TVA fléchée vers les collectivités (1,2 milliards d'euros de manque de recettes)… Par ailleurs, les dotations d'investissement à destination de la transition écologique sont également sacrifiées : par exemple, les autorisations d'engagement du Fonds vert chutent de -60%, à 1 milliard d'euros (contre 2,5 milliards d'euros en loi de finances 2024, rabotée en cours d'année de 500 millions d'euros a minima). Promu comme le principal outil dédié à la transition écologique des collectivités, ce fonds tombe ainsi à un niveau inférieur à celui de son lancement il y a deux ans.

En outre, l'impact du PLF sur l'investissement des collectivités locales se cumule à la crise immobilière, qui continue de toucher les départements. Après une forte baisse en 2023, les droits de mutations (DMTO) devraient de nouveau chuter de 15 à 20% en 2024, les ramenant à leur niveau de 2016. La situation des finances départementales s'obscurcit donc avec un redoutable effet de ciseau entre des dépenses de fonctionnement qui augmentent (dépenses sociales, frais de personnel) tandis que les recettes qui diminuent.

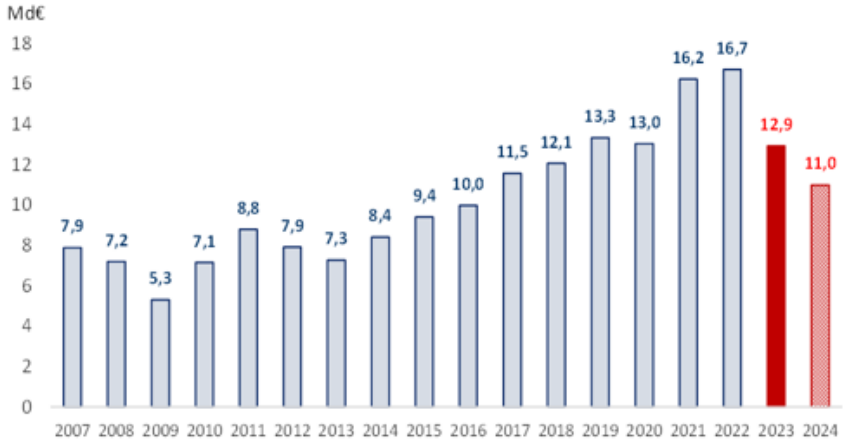
En somme, même si le haut du cycle municipal pourrait atténuer le retournement pour le bloc communal, une baisse de -1% est anticipée pour l'activité auprès des collectivités compte tenu de l'impact des rabots budgétaires de l'Etat sur l'investissement des collectivités locales.

Graphique 2 : Evolution des crédits d'engagement du Fonds Vert



Source : Projet de loi de Finances 2025

Graphique 3 : Evolution des droits de mutation (DMTO) perçus par les départements



Source : CGEDD, estimation FNTP pour 2024

GRANDS OPERATEURS : toujours en soutien pour les transports et l'énergie

En 2025, seul l'investissement des grands opérateurs continuera de soutenir l'activité, porté par des programmes pluriannuels d'investissement et plusieurs grands projets. La dynamique dans le secteur des transports sera principalement alimentée par les programmes annoncés dans le ferroviaire, ainsi que par l'avancement du Canal Seine–Nord Europe et du projet ferroviaire Lyon-Turin (TELT). Le Grand Paris Express continuera d'assurer un volume important d'investissements, bien que relativement stable en Île-de-France. Du côté des concessionnaires autoroutiers, les investissements récurrents sur le réseau se poursuivront, mais l'introduction de la taxe sur les concessions longue distance soulève des interrogations sur la dynamique de leurs autres investissements.

Dans le secteur de l'énergie, les investissements dans le réseau de transport/distribution, la production d'énergie renouvelable (notamment l'éolien en mer) et la préparation du nouveau nucléaire continueront de générer de l'activité et offriront des perspectives intéressantes.

Dans l'ensemble, une croissance de +3,5% de l'activité liée grands opérateurs est envisagée pour 2025.

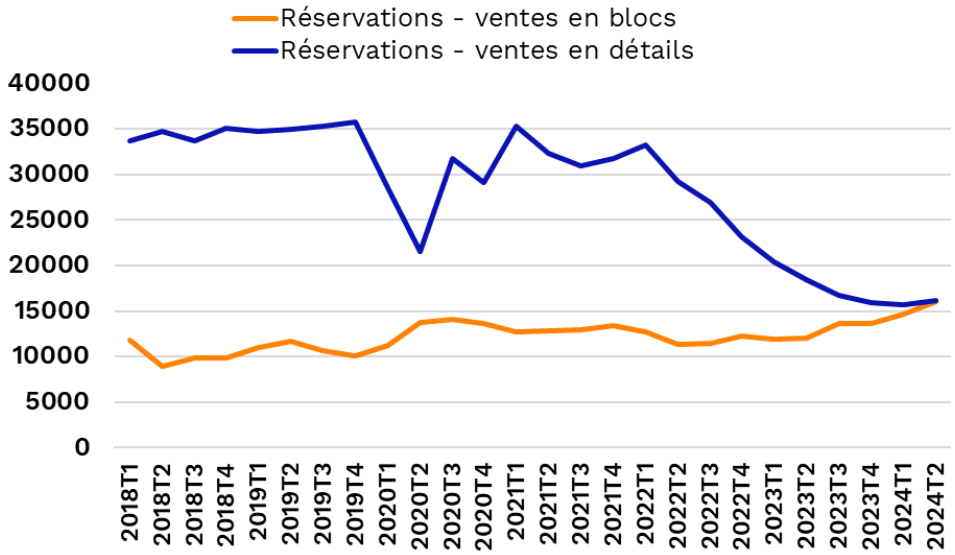
PRIVE : vers le point bas pour l'immobilier neuf ?

La conjoncture de l'immobilier neuf demeure très dégradée : les indicateurs du secteur (mise en chantiers, autorisations) restent en territoire négatif et ne montrent pas encore de signe de reprise. Néanmoins, certains signaux laissent entrevoir un ralentissement du rythme de la baisse : en amont de la filière, les ventes au détail semblent atteindre un point bas et, en parallèle, certains réseaux bancaires parlent d'un frémissement du crédit immobilier. Par ailleurs, le recul des mises en chantiers de logements devient plus modéré, avec une baisse de -4,4 % sur trois mois à fin juillet, (contre -21% sur 12 mois). Malgré ces éléments, un redémarrage rapide est peu probable en 2025 malgré une possible détente sur les taux d'intérêt.

Du côté de l'immobilier non résidentiel neuf, un recul est également attendu en 2025, avec quelques signaux d'essoufflement pour les surfaces industrielles ou les entrepôts, qui étaient jusqu'alors dynamiques. Les mesures fiscales envisagées dans le PLF 2025 devraient par ailleurs peser sur les entreprises et leurs capacités à investir.

Ainsi, une nouvelle baisse de -3% est anticipée pour l'ensemble de la commande privée en 2025.

Graphique 4 : Ventes des logements neufs



Source : Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, Données désaisonnalisées

PREVISIONS 2025 : une dynamique TP brisée malgré le cycle municipal ?

Cadrage macroéconomique et hypothèses d'inflation

Au-delà du contexte budgétaire dans lequel l'économie française entamera l'année 2025, la croissance est également attendue atone l'an prochain, à +1,1% selon les données de cadrage du PLF 2025. L'économie française serait soutenue par un rebond de la consommation des ménages, mais freinée par le caractère récessif des mesures envisagées pour réduire le déficit public. L'inflation quant-à-elle, devrait continuer à ralentir en 2025. Si Bercy anticipe une inflation annuelle moyenne de +1,8% en 2025, l'ampleur de la désinflation observée depuis le début de 2024 suggère toutefois une inflation un peu moins forte. Enfin, malgré une meilleure résistance que prévu, l'emploi devrait ralentir compte tenu du ralentissement économique que nous connaissons depuis deux ans.

Au-delà des incertitudes liées à la trajectoire de la construction neuve et à l'impact des ajustements budgétaires liés au rééquilibrage des comptes publics, l'instabilité politique actuelle, notamment au sein du Parlement, pourrait engendrer des blocages et affecter la confiance des acteurs économiques.

Tableau 1 : hypothèses macroéconomiques pour l'économie française

Projections	2022	2023	*2024*	*2025*
Solde public *PLF 2025, oct 2024*	*-4,7*	*-5,5*	*-6,1*	*-5,0*
PIB (croissance en %, moyenne annuelle) *PLF 2025, oct 2024*	+2,6%	*+1,1%*	*+1,1%*	*+1,1%*
Inflation (IPC) (moyenne annuelle) *PLF 2025, oct 2024*	*+5,2%*	*+4,9%*	*+2,1%*	*+1,8%*
Variation nette de l'emploi (en milliers) *Banque de France, sept 2024*	*+775*	*+322*	*+84*	*-61*

Pour les Travaux Publics, l'hypothèse de hausse des coûts de production retenue pour 2025 est de +1,8%. Les coûts devraient encore être tirés par l'évolution des salaires, tandis que les autres dépenses devraient rester proches du niveau de l'inflation générale. Le coût du gazole non routier (GNR) sera également de nouveau impacté au 1er janvier par la réduction progressive de l'avantage fiscal. Cependant, les fortes tensions géopolitiques actuelles rendent très incertaine l'évolution des prix des matières premières dans les mois à venir.

Récapitulatif des prévisions 2025

Compte tenu des différentes prévisions par maître d'ouvrage et de leur poids relatif dans le chiffre d'affaires du secteur, l'activité des Travaux Publics est estimée à -0,8% en valeur, soit une baisse de -2,6% ramenée en volume (avec l'hypothèse d'une hausse des coûts de production de +1,8%). Il est important de noter que cette prévision s'inscrit dans un contexte politique incertain et reste fortement dépendant des mesures qui seront adoptées à l'issue des débats parlementaires sur le PLF 2025.

Tableau 2 : récapitulatif des hypothèses de croissance de l'activité TP pour 2025

Clients	Poids du client	2025/2024 (en valeur / CA € courants)	2025/2024 (en volume/ CA € constants*)
Etat	3%	**-6,0%**	-7,8%
Collectivités locales	42%	**-1,0%**	-2,8%
Communes & EPCI	*31,4%*	***0,0%***	*-1,8%*
Conseils départementaux	*8,6%*	***-5,0%***	*-6,8%*
Conseils régionaux	*2,0%*	***-4,0%***	*-5,8%*
Grands opérateurs	24%	**+3,5%**	+1,7%
Secteur privé	31%	**-3,0%**	-4,8%
Prévisions FNTP		**-0,8%**	**-2,6%**

Même si 2025 pourrait commencer dans la continuité de 2024, les perspectives d'activité des Travaux Publics se heurtent aux conséquences des coupes budgétaires annoncées dans la future Loi de finances (amputation du budget de l'Agence de financement des infrastructures de transport, effondrement du Fonds vert, ponctions diverses sur les recettes des collectivités, etc.) Non seulement la politique publique de transition écologique apparaît sacrifiée au profit des impératifs budgétaires, mais en ciblant l'investissement local, les déséquilibres territoriaux pourraient également s'accentuer. À l'exception des grands opérateurs qui continuent de jouer un rôle moteur dans la croissance, la commande publique dans les Travaux Publics s'affichera donc en baisse tandis que les investissements privés, marqués par la crise immobilière et le ralentissement économique, ne redémarrent toujours pas. Ainsi, après deux années de croissance, l'année prochaine marquera un essoufflement de l'investissement en Travaux Publics, inscrivant cette année pré-électorale à contre-courant des cycles habituels.

Cloé SARRABIA /Jean-Philippe DUPEYRON
sarrabiac@fntp.fr / dupeyronjp@fntp.fr
Tél : 01-44-13-32-23